

LA DÉMOCRATIE ET LA RÉPUBLIQUE ONT GAGNÉ !



LES EXIGENCES SOCIALES DOIVENT ÊTRE ENTENDUES !

La mobilisation populaire a déjoué le scénario catastrophe voulu par Emmanuel Macron et promis par la majorité des médias aux mains de quelques milliardaires. Une large majorité d'électeurs et d'électrices ont clairement exprimé leur refus de donner les clés du pays à l'extrême droite.

Seules des réponses à la désespérance sociale pourront apaiser la légitime colère dans le pays.

Le Nouveau Front Populaire est arrivé est tête car il est porteur d'un programme reprenant une très large partie de nos revendications syndicales :

- ▶ **l'augmentation des salaires et des pensions**
- ▶ **l'indexation des salaires sur les prix**
- ▶ **l'abrogation de la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage**
- ▶ **l'investissement dans nos services publics sur tous les territoires**
- ▶ **la réindustrialisation du pays pour répondre au défi environnemental**

Les résultats de dimanche 7 juillet doivent être entendus et appliqués. Pas question que le patronat ait gain de cause.

Le pire évité, le camp présidentiel sévèrement sanctionné pour sa politique économique et sociale et son autoritarisme.

En tentant de mettre dos à dos l'extrême droite avec la gauche, le Président de la République a contribué à banaliser le Rassemblement National et son idéologie.

Heureusement, la majorité des organisations syndicales, la société civile, la jeunesse et les partis politiques républicains ont pris leurs responsabilités.

L'extrême-droite, est toujours l'ennemie des travailleurs et travailleuses.

Fidèle à son histoire, en toute indépendance des partis et des gouvernements mais pas dans une neutralité aveugle, la CGT a continué de rappeler que le RN n'est pas un parti comme les autres : il reste un parti raciste, antisémite, homophobe, sexiste et violent.

Ses élus votent contre l'augmentation du SMIC, des salaires et des petites retraites. Plusieurs dizaines de députés d'extrême droite n'ont même pas voté la constitutionnalisation du droit à l'avortement.

La CGT appelle à se joindre aux rassemblements pour faire entendre les exigences sociales sur les salaires, les retraites et les services publics.

RASSEMBLEMENT

jeudi 18 JUILLET 12H

A LA PREFECTURE DE MARSEILLE

Place Felix Baret 13006 Marseille

**Rejoindre
la CGT**



contact.cgt.fr